

HotSpots	Contexte	Réponses (Apportées / Planifiées)	Besoins / Gaps	Contraintes	Recommandations
<b>Bria / Ippy</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>21/11 : Affrontement entre groupes armés rivaux ;</li> <li>Au 16 janvier, 7 000 PDI répartis dans les sites et quartiers de Bria contre 12 000 en novembre 2016 ;</li> <li>Environ 3700 nouvelles PDI sur 2 sites à Ippy et sur l'axe Ippy-Bambari ;</li> <li>Impact des hostilités entre groupes armés sur l'accès et les activités des humanitaires <ul style="list-style-type: none"> <li>Baisse du taux de fréquentation dans les FOSA,</li> <li>Flambée du prix des denrées alimentaires</li> <li>Pénurie des biens de première nécessité.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intervention d'urgence multisectorielle pendant la crise de Bria ;</li> <li>Démarches en cours pour négocier l'accès sur l'axe Ippy-Bria ;</li> <li>Mission conjointe à Ippy le 19 janvier : Réponse d'urgence en santé/nutrition ;</li> <li><u>15 janvier</u> : Déploiement de la Force MINUSCA à Ippy ;</li> <li><u>17 janvier</u> : Renforcement présence des forces au quartier Gobolo où un partenaire humanitaire a eu un problème d'accès ;</li> <li>Appel de fonds CERF pour réponse d'urgence à Bria et Bambari (secteurs concernés : Abris/NFI, EHA, Santé, Protection et Logistique)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès ;</li> <li>Protection, éducation ;</li> <li>Nécessité d'accéder aux axes autour de Bria ;</li> <li>Pour les 3 700 PDI à Ippy : Besoin en protection, santé, sécurité alimentaire, abris/NFI</li> <li>Besoin d'évaluation pour affiner les chiffres de déplacements en brousse ;</li> <li>Problématique de cohabitation entre les communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insécurité : Accès humanitaire : axe Bria-Ippy ;</li> <li>Insécurité sur tous les axes autour de Bria</li> <li>Pas d'accès à la santé par ONGI COHEB (Ippy).</li> <li>Difficulté de monitorer les déplacements de personnes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nécessité de renforcer la sécurisation des axes autour de Bria ;</li> <li>Besoin de suivi du contexte sécuritaire et humanitaire ;</li> <li>Besoin d'une nouvelle analyse sécu sur axe Bambari/Ippy. La Force dit RSA pour l'instant.</li> <li>Renforcer la sensibilisation à la cohésion intercommunautaire dans le site PK3 et dans les quartiers de Bria</li> </ul>
<b>Bambari</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contexte sécuritaire volatile et sujet à évolution en fonction de la situation dans la Haute Kotto, la Nana-Gribizi et la Basse-Kotto ;</li> <li>Arrivée d'environ 300 PDI d'Ippy</li> <li><u>22 janvier</u> : Nouvel incendie sur le site Aviation avec 40 abris sur 740 (pour 2 947</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><u>24 janvier</u> : Organisation de réunion de partage d'infos sur Ippy/Bria et accord sur les modalités d'organisation d'évaluations complémentaires ;</li> <li>Mobilisation des acteurs pour une réponse à l'incendie sur le site de l'aviation.</li> <li><u>16 janvier</u> : Réunion de la Task Force Contingence pour réviser/actualiser les capacités/gaps par secteur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insécurité</li> <li>Accès sur les axes autour de Bambari</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nécessité de mener des actions de sensibilisation et de prévention sur les incendies</li> </ul>

	PDI) brûlés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>La révision des cartes de base des humanitaires a été finalisée.</li> </ul>			
<b>Koui/ Bocaranga</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Depuis septembre 2016 : 15 000 PDIs à Bocaranga en provenance de Kouï et ses environs ;</li> <li>Présence de groupes armés dans la ville et sur les axes ;</li> <li>Problèmes d'accès à Kouï ;</li> <li>Problématiques en protection rapportées mais non suivies ;</li> <li><u>16 janvier</u> : nouvel incident sécuritaire à Sangrélim (12 km au nord de Kouï). Bilan : 1 pers tuée, 1 blessée, maisons incendiées et déplacement de personnes retournées vers Bocaranga</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bocaranga : Appui en vivres, Kits NFI et accès aux soins de santé rapportés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence d'accès à Kouï</li> <li>Difficulté d'informations humanitaires sur Kouï faute d'accès</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insécurité ;</li> <li>Hostilité de groupes armés à la présence des humanitaires</li> <li>Difficultés de monitorer les déplacements de personnes;</li> </ul>	
<b>Kaga Bandoro</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>19 000 PDI à Kaga ;</li> <li>Attaque du site en octobre 2016 ;</li> <li>Présence et mouvements de groupes armés et mouvement pendulaires sur axe Mbres-Bakala ;</li> <li>Aménagement du site Lazare, PDIs non favorables à une relocalisation depuis 2 mois;</li> <li>Arrivée d'une centaine de PDI sur le site Lazare ;</li> <li>Retour d'environ 4 084 PDIs dans les quartiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actions des humanitaires pour réhabiliter les quartiers de retour avec les activités Cash for Work</li> <li>Accompagnement à la relocalisation volontaire sur le site Lazare des PDIs ;</li> <li>Séance de travail prévue entre les PDIs et la Force pour monitorer la situation sécuritaire des quartiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection ;</li> <li>Renforcer la sécurité ;</li> <li>Exactions sur les civils ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insécurité ;</li> <li>Accès sur les axes (Mbrés-Bakala);</li> <li>Difficulté de monitorer les déplacements de personnes ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nécessiter de sécuriser les quartiers de retours à proximité du site de déplacés pour pérenniser les retours</li> </ul>

<p><b>Batangafo</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Depuis 2014 ; 24 000 déplacés</li> <li>• Mouvements de retour pendulaires/Insécurité</li> <li>• Non-respect du caractère civil du site ;</li> <li>• 2 cas d'incendie dans les sites ;</li> <li>• Situation sécuritaire volatile sur les axes (Kambakota et Wogo) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation des Clusters national / régional pour réponse qui ciblera la stabilisation/dignité des déplacés dans le site et concomitamment accent sur les quartiers "faciles" de Batangafo centre ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection</li> <li>• Renforcer la sécurisation dans la ville et sur les axes</li> <li>• Besoin d'action en CCCM sur le site, appui au retour/</li> <li>• Appui aux services sociaux de base sur les axes</li> <li>• 31/01 ou 7/02 (TBC) : mission conjointe (Abris/EHA/Protection) à Batangafo</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité de prise de mesures pour le respect du caractère civil des sites</li> </ul>
<p><b>Mpoko</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>15 déc</u> : Lancement opération fermeture du site de Mpoko</li> <li>• 17 000 PDI sur 28 000 déjà retournés dans les 3è, 5è et 8è arrondissements et Bimbo. La majorité des retours ne concerne pas les quartiers d'origine</li> <li>• 13% de cas de litiges sont non traités qui seraient des cas opportunistes</li> <li>• Assistance gouvernementale en cash selon la taille du ménage (entre 50 000 et 100 000 XAF)</li> <li>• Problématiques humanitaires rapportées dans les zones de retour : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des tensions communautaires suite à ce retour, sont aussi relevées dans certains quartiers du 3ème</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>25 jan</u> : Réunion sur les capacités de réponse /gaps des acteurs opérationnels dans les zones de retour ;</li> <li>• <b>Actions du Gouvernement</b> dans les quartiers de retour en collaboration avec les Mairies des arrondissements et les Chefs de quartiers : i) Identifications de structures sociales de base et ii) Appui aux AGR.</li> <li>• <b>Actions prévues par les acteurs humanitaires</b> : i) Cluster Protection : Développer des outils pour faire le monitoring protection ; ii) Cluster Abris/NFI/CCCM : organisation d'une enquête sous peu permettant de vérifier l'accessibilité des retournés aux services sociaux de base ; et iii) S'associer avec le Gouvernement/Cluster Protection pour développer les outils d'enquête</li> <li>• <b>Prochaines étapes</b> Les résultats d'enquête et de monitoring des retournés dans les zones de retour permettront d'orienter les programmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoins relatifs à la protection, aux abris (LTP), aux services sociaux de base</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certaines PDI refusent de démanteler leurs huttes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessiter de suivi adéquat pour les retours dans les quartiers</li> <li>• Nécessité de faire une analyse commune sur les implications humanitaires et avoir une lisibilité sur les réponses en cours/ capacités/stocks / gaps des acteurs opérationnels par secteur dans les différentes zones de retour</li> </ul>

